

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 De manière générale, les travaux de ce contrat comprennent toute la main-d'oeuvre et tous les matériaux nécessaires pour construire, transporter et décharger six (6) modules de quai flottant de 12 mètres [5 Type 'A' et 1 Type 'B'] sur terre au bureau de Ports pour Petits Bateaux à Tracadie, NB et quatre (4) modules de quai flottant de 12 mètres [3 Type 'A' et 1 Type 'B'] sur terre au quai public de Robichaud, à Robichaud, au Nouveau-Brunswick.

1.2 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Les travaux exécutés sous le présent contrat doivent être terminés selon les limites de temps inscrites dans le contrat.
- .2 Immédiatement après l'attribution du contrat, l'Entrepreneur doit soumettre un horaire des travaux au Représentant du Département indiquant la progression anticipée et la fin des travaux selon les contraintes du contrat. Toutes entrées indiquées dans la table des prix unitaires seront inscrite à l'horaire des travaux en utilisant la méthode des barres horizontales (Diagramme de Gantt).
- .3 Si l'horaire des travaux ne peut être respecté comme soumis, l'Entrepreneur doit soumettre un horaire des travaux révisé, sans que le Représentant du Département en fasse la demande, et que les mesures correctives soient mises en œuvre pour que le projet soit compléter selon l'horaire original.

1.3 DÉBUT DES TRAVAUX

- .1 L'Entrepreneur doit commencer les travaux le plus tôt possible suivant l'obtention du contrat et selon les Articles de Convention.
- .2 L'Entrepreneur doit faire tout effort possible pour que des matériaux suffisants et tous les équipements nécessaires soient livrés au chantier le plus tôt possible après l'obtention du contrat.

1.4 MESURAGE AUX
FINS DE PAIEMENT

- .1 Aviser le Représentant du Ministère suffisamment avant le début des opérations pour lui permettre d'effectuer les mesurages et l'inspection nécessaires avant d'effectuer le paiement.

1.5 CODES ET NORMES

- .1 Exécuter les travaux conformément aux exigences du Code national du bâtiment du Canada (CNB) et à tout autre code provincial local, en tenant compte qu'en cas de litige ou de divergence, les exigences les plus strictes prévaudront.
- .2 Les travaux doivent répondre aux exigences des normes, codes et documents de référence prescrits ou les dépasser.
- .3 Sauf indication contraire, chaque fois qu'il est fait référence aux exigences d'une norme, il faut prendre en considération la publication en vigueur de cette norme au moment de la publication des appels d'offre.
- .4 Les abréviations des normes ci-dessous ont été utilisées dans le présent devis. Sauf indication contraire, les exigences applicables les plus strictes de ces normes régissent les travaux.

CAN	Canada
AASHTO	American Association of State Highway and Transportation Officials
ACI	American Concrete Institute
ONGC/CGSB	Office des normes générales du Canada
CSA	Association canadienne de normalisation
MH	Marée haute
PMSGM	Pleine mer supérieure, grande marée
CNB	Code national du bâtiment

1.6 COOPÉRATION ET
AIDE

- .1 Il incombe à l'Entrepreneur de coopérer avec le Représentant du Ministère et de lui fournir toute l'aide nécessaire au moment de l'inspection des travaux.
- .2 Sur demande du Représentant du Ministère, fournir le matériel, la main-d'oeuvre et les matériaux faisant partie des opérations ordinaires et

courantes en fonction des besoins nécessaires raisonnables pour inspecter les travaux.

1.7 TAXES

- .1 Payer les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables. Veuillez vous reporter aux Instructions aux soumissionnaires pour ce qui concerne l'inclusion de la taxe de vente harmonisée dans la soumission. Suivre les instructions des documents de soumission pour ce qui concerne la taxe de vente harmonisée.

1.8 DROITS, PERMIS
ET CERTIFICATS

- .1 Fournir aux autorités compétentes les renseignements demandés.
- .2 Payer les droits et obtenir les certificats et permis demandés par les autorités compétentes des présents travaux.
- .3 Fournir les certificats et les permis avec les matériaux.

1.9 PRODUITS DE
REMPLACEMENT

- .1 La conception du quai flottant de TPSGC, qui fait partie du présent devis, peut être utilisée comme spécification de produit axé sur la performance. L'Entrepreneur qui demande à soumissionner en utilisant un produit ou une conception de remplacement doit s'assurer que le produit proposé est équivalent ou meilleur que le produit prescrit et il doit certifier que sa conception est équivalente à celle du devis. Le Ministère reste le seul juge en matière d'acceptation ou de refus d'une conception de remplacement. Toute conception de remplacement doit respecter les dimensions hors tout indiquées dans les plans et devis.
- .2 Toute modification ou tout changement de la conception doit être effectué au frais de l'Entrepreneur.
- .3 Accorder au Ministère au moins dix (10) jours ouvrables avant la date limite de présentation des soumissions pour lui permettre d'évaluer tout produit ou toute conception de remplacement.
- .4 Les quais flottants proposés ont été conçus pour l'usage de l'industrie de la pêche commerciale

et en consultation avec elle. Des bateaux de pêche classiques d'une longueur allant jusqu'à quinze (15) mètres utiliseront l'installation. On peut s'attendre à amarrer aux quais flottants un maximum de trois (3) bateaux de front. Dans le cadre de la présente offre permanente, aucun service d'électricité ou de mécanique n'est exigé.

.5 Les indications ci-dessous représentent les spécifications de performance minimales pour tous les produits de remplacement.

.1 Durée de vie du produit : tous les produits doivent avoir une durée de vie utile d'au moins 20 ans.

.2 Produits de flottaison : tous les produits de flottaison doivent être résistants à la glace, à l'eau de mer et aux produits pétroliers et être stabilisés contre les UV.

.3 La surcharge superficielle doit être au moins de 1.44 kPa (30 lb/pi²).

.4 Franc-bord : au moins de 350 mm.

.5 Surface du quai : tablier en bois dégauchi présentant une surface lisse avec une planche de bordure à surface plane d'au moins 300 mm de hauteur.

.6 Dispositif d'amarrage des bateaux : poser un dispositif métallique d'amarrage continu ou des taquets d'amarrage à tous les 1.5 m de chaque côté des quais. Concevoir les dispositifs d'amarrage de façon à répondre aux exigences des flottilles de pêche commerciale.

.7 Chaque quai doit être équipé d'un système d'ancrage en acier de construction posé à tous les 1.5 m (de chaque côté du quai), adapté à des chaînes et à des blocs en béton. Les chaînes et les blocs en béton seront fournis par des tiers.

.8 Poser une traverse d'appui continue le long des deux côtés de tous les modules de quai. Les quais d'extrémité doivent aussi être équipés d'une traverse d'appui.

.9 Utiliser les normes CSA appropriées pour le choix des produits et la construction de quais destinés à un milieu marin.

1.10 INSTALLATION SUR PLACE

.1 L'installation sur place ne fait pas partie du présent contrat. Ce travail sera exécuté par des tiers.

- .2 Les entrepreneurs doivent ajouter dans leur soumission le coût de livraison et le coût de déchargement au Quai de Robichaud situé dans la province du Nouveau-Brunswick.

1.11 DESSINS
D'ATELIER

- .1 Généralités :
 - .1 Soumettre au Représentant du Ministère pour examen les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de tous les matériaux utilisés dans la fabrication des quais flottants.
 - .2 Les dessins d'atelier doivent être les originaux préparés par l'Entrepreneur, le sous-traitant, le fournisseur ou le distributeur. Ils doivent illustrer les parties d'ouvrages visés par les présents travaux et montrer les détails de fabrication, d'agencement, de mise en place ou de montage prescrits dans les sections correspondantes.
 - .3 Désigner les détails en faisant les renvois nécessaires aux dessins contractuels (numéros de feuilles et de détails).
 - .4 Dimensions maximales des feuilles: 850 mm X 1120 mm.
- .2 Fiches techniques :
 - .1 Certaines sections du devis prévoient que les dessins d'atelier peuvent être remplacés par des dessins schématiques de produits standard, des feuilles de catalogue, des graphiques, des diagrammes de performance ou de rendement, des illustrations et d'autres données descriptives standard.
 - .2 Les documents susmentionnés ne seront acceptés que s'ils sont conformes à ce qui suit :
 - .1 Supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux présents travaux.
 - .2 En sus des renseignements courants, fournir tous les renseignements supplémentaires qui s'appliquent aux travaux.
 - .3 Indiquer les dimensions ainsi que les jeux et les dégagements requis.
- .3 Échantillons de produits et échantillons d'ouvrages :
 - .1 Soumettre les échantillons de produits selon les dimensions et quantités prescrites.
 - .2 Réaliser chaque échantillon de produits ou

échantillon d'ouvrage de façon qu'il soit complet et qu'il comprenne les ouvrages de tous les corps de métier requis pour obtenir un ouvrage fini.

.3 Réaliser les échantillons d'ouvrages sur place, à des endroits acceptables par le Représentant du Ministère.

.4 Une fois examinés, les échantillons de produits ou les échantillons d'ouvrages serviront de normes au regard desquels seront évalués la qualité d'exécution des présents travaux et les matériaux et matériels utilisés aux fins desdits travaux.

.4 Coordination des soumissions :

.1 Revoir les dessins d'atelier et les fiches techniques avant de les soumettre.

.2 Vérifier:

.1 les mesures prises sur place;

.2 les détails d'agencement sur place;

.3 les numéros de catalogue et autres données similaires.

.3 Coordonner la soumission des documents ou des échantillons requis avec les exigences des travaux et des documents contractuels.

.4 L'Entrepreneur ne sera pas dégagé de sa responsabilité à l'égard des écarts par rapport aux exigences contractuelles, même si le Représentant du Ministère a examiné les documents ou les échantillons soumis, sauf dans les cas où ce dernier accepte par écrit un écart donné.

.5 Au moment du dépôt des documents ou des échantillons, aviser le Représentant du Ministère, par écrit, des écarts qu'on y trouve par rapport aux exigences des documents contractuels.

.6 Une fois que le Représentant du Ministère a examiné les documents soumis, procéder à la distribution des exemplaires.

.5 Exigences concernant les éléments à soumettre :

.1 Soumettre les éléments requis au moins sept (7) jours avant la date où les versions vérifiées seront utilisées.

.2 Soumettre le nombre de diazocopies opaques des dessins d'atelier et des fiches techniques dont l'Entrepreneur aura besoin aux fins de distribution, plus quatre (4) exemplaires à l'intention du Représentant du Ministère.

- .3 Joindre aux éléments soumis une lettre d'accompagnement en deux (2) exemplaires comportant les renseignements suivants :
 - .1 la date;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse de l'Entrepreneur,
 - .4 le nombre d'exemplaires des dessins d'atelier, des fiches techniques et des échantillons soumis;
 - .5 tout autre renseignement pertinent.
- .4 Les éléments soumis doivent également comprendre:
 - .1 les dates de préparation d'origine et/ou de révision;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse:
 - .1 de l'Entrepreneur;
 - .2 du sous-traitant;
 - .3 du fournisseur;
 - .4 du fabricant;
 - .5 du détaillant;
 - .5 la désignation du produit ou du matériau/matériel;
 - .6 la relation du produit ou du matériau/matériel avec les ouvrages ou les matériaux/matériels adjacents;
 - .7 les dimensions mesurées sur place, clairement indiquées comme telles;
 - .8 le numéro de section du devis;
 - .9 les normes pertinentes, par exemple les numéros des normes CSA ou ONGC;
 - .10 le sceau de l'Entrepreneur, avec ses initiales ou sa signature, attestant que les documents ou les échantillons soumis ont été examinés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que le tout est conforme aux documents contractuels.
- .6 Examen des dessins d'atelier :
 - .1 L'examen des dessins d'atelier par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou son consultant autorisé vise uniquement à vérifier la conformité au concept général des données indiquées sur ces derniers. Cet examen ne signifie pas que le Ministère approuve l'avant-projet détaillé inhérent aux dessins d'atelier, et dont la responsabilité incombe à l'Entrepreneur qui les soumet, et ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des dessins d'ateliers complets

et exacts, et de se conformer à toutes les exigences des travaux et des documents contractuels. Sans que la portée générale de ce qui précède en soit restreinte, il importe de préciser que l'Entrepreneur est responsable de l'exactitude des dimensions confirmées sur place, de la fourniture des renseignements visant les méthodes de façonnage ou les techniques de construction et d'installation, et de la coordination des travaux exécutés par tous les corps de métiers.

FIN DE SECTION
